

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

portant prolongation du congé de formation professionnelle non rémunéré

Le [La] ministre [...],

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre IV de la partie législative ;

Vu le décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat ;

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] portant placement en congé de formation professionnelle non rémunéré ;
[*SELON LA SITUATION DE L'AGENT*]

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] portant prolongation du congé de formation professionnelle non rémunéré ;
[*SELON LA SITUATION DE L'AGENT*]

Vu la demande de l'intéressé[e],

Arrêt[e] :

- Article 1er** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est maintenu[e] en congé de formation professionnelle non rémunéré à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.
- Article 2** : Durant cette période, l'intéressé[e] ne perçoit pas de rémunération.
- Article 3** : Durant cette période, l'intéressé[e] conserve ses droits à avancement.
- Article 4** : Sous réserve que l'intéressé[e] s'acquitte des retenues pour pension civile, cette période de congé est prise en compte dans la constitution du droit à pension de l'intéressé[e] et dans la liquidation de sa pension.
- Article 5** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 6** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]